



Franciscans International
A voice at the United Nations



Franciscans International
Rapport Annuel 2024

Note de typographie

Franciscans International: 37-39 Rue de Vermont, boîte postale 104, CH-1211 Genève 20, Suisse, +41 22 7 79 40 10, geneva@franciscansinternational.org

Design:  **meinhardt** Verlag und Agentur, Friedensstraße 9, 65510 Idstein, Allemagne, T +49 61 26 9 53 63-0, info@meinhardt.info

Traduit par Vittoria Sofia Planta, 30 rue des Fleuristes, 64600 Anglet, France. +33 695 764368. vittoriasofiaplanta@gmail.com

Couverture : Frère Michael Flores **OFMCap** et FI visitent une communauté de pêcheurs affectée par la production de gaz naturel liquéfié aux Philippines

Photo p. 5 : Franciscans International participe à un symposium sur l'écologie intégrale au Siena College (États-Unis)

Franciscans International Rapport Annuel 2024

Introduction

Message du Président	4
2024 en chiffres	6
A propos de Franciscans International	9

Plaidoyer en 2024

Protection de la planète	10
Peuples autochtones, entreprises et droits de l'homme	12
Dignité humaine et fin de l'impunité	14

Programmes régionaux

Afrique	16
Amériques	20
Asie-Pacifique	22
Europe	26

Rapport financier	28
-------------------	----

Aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement	29
---	----

Personnel	30
-----------	----

Conseil d'administration international	31
--	----



/ Message du Président /

Que le Seigneur vous accorde la paix ! Au nom du Conseil d'Administration International et du personnel de Franciscans International, j'ai le plaisir de vous présenter notre Rapport Annuel 2024. Dans ce document vous trouverez non seulement un aperçu complet de notre travail, mais aussi des histoires personnelles en provenance du Guatemala, des Philippines, de Madagascar et du Royaume-Uni.

Ces récits témoignent à la fois du ministère des sœurs et frères franciscains, ainsi que d'autres compagnons de route qui refusent de se taire face à l'injustice, mais aussi de la croissance de FI en tant qu'organisation qui en 2024 a accueilli des partenaires en provenance de quatre continents aux Nations Unies. Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance envers notre personnel et nos sœurs et frères de terrain, sans qui notre travail ne serait pas possible. Ensemble, nous continuons à bâtir sur le fondement de notre ministère : combler le fossé entre les communautés locales marginalisées et les décideurs internationaux.

Un exemple de ce travail est la publication sur le droit à un environnement sain que FI a développée en collaboration avec Astrid Puentes, un avocat de renom en droits de l'homme qui est aujourd'hui le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour l'environnement. La reconnaissance du droit à un environnement sain en tant que droit humain a constitué une victoire majeure pour FI, qui faisait partie d'une coalition internationale ayant remporté le prestigieux Prix des Droits de l'Homme de l'ONU pour ses efforts en faveur de cet objectif. Toutefois, ce n'était pas la fin du processus.

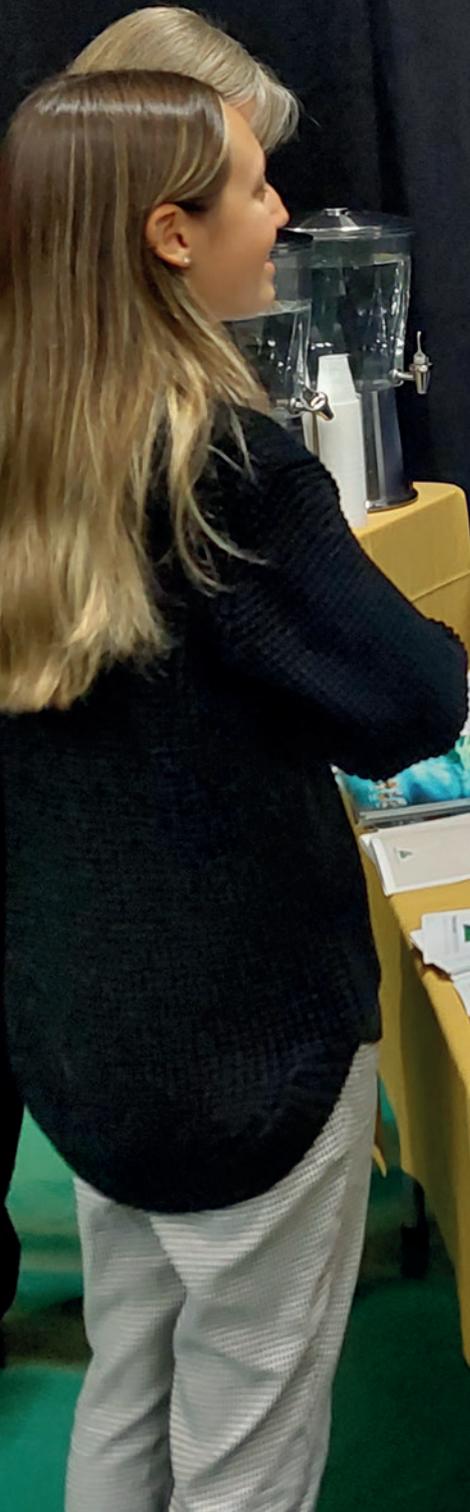
Le droit à un environnement sain serait dénué de sens s'il n'était pas mis en œuvre et défendu. C'est pourquoi nous avons dialogué avec des Franciscains qui œuvrent activement pour protéger notre Maison Commune. Notre publication rassemble les enseignements qu'ils ont acquis, ainsi que des ressources que d'autres communautés touchées peuvent mobiliser pour se faire entendre auprès des Nations Unies. Alors que nous nous préparons à célébrer le 800ème anniversaire du Cantique des Créatures, c'est l'une des manières dont FI veille à ce que les décisions prises aux Nations Unies ne soient pas à sens unique.

Aucun de ces travaux ne serait possible sans vous. Nous sommes profondément reconnaissants envers tous ceux qui soutiennent FI par leurs prières, leurs efforts et leurs dons financiers. Votre soutien reste essentiel pour porter le message franciscain de dignité, de soin et de compassion auprès de la communauté internationale.

À une époque où les droits de l'homme et l'action humanitaire sont de nouveau attaqués, nous devons rester fermes et puiser dans les enseignements de Saint François et de Sainte Claire pour influencer les débats et les politiques mondiaux. L'ONU reste le lieu principal où la communauté internationale peut se rassembler en dialogue et œuvrer vers des solutions communes pour un monde plus juste et équitable. En ces temps difficiles, les valeurs qui guident la Famille Franciscaine restent aussi pertinentes que jamais pour l'ensemble des habitants de la Terre : FI sera présent pour promouvoir la dignité humaine, le soin de la création, le dialogue et la paix.

Fraternellement,

Michael A. Perry OFM
Président du Conseil d'Administration International



Franciscans International
A voice at the United Nations

Americas Europe Africa Asia-Pacific

We defend victims of human rights abuse and make their voices heard at the United Nations.

We influence policies to reflect Franciscan values and the promises enshrined in the Universal Declaration on Human Rights.

We strengthen the work of Franciscan sisters and brothers at the grassroots.



/ 2024 en chiffres /

Responsabiliser

Influencer

Plus de **300**  membres de la Famille Franciscaine ont participé à 25 rassemblements.

8  consultations nationales

14  événements de plaidoyer et conférences

15  Franciscains et autres partenaires ont plaidé aux Nations Unies

111  Franciscains et autres partenaires ont bénéficié de formations/renforcement de capacités

50  interventions et soumissions de plaidoyer aux Nations Unies

7  rapports des Nations Unies impactés

70%  des recommandations de FI incluses dans les rapports des Nations Unies

Attirer l'attention

Prévenir de nouvelles violations

Exercer une pression pour le changement

/ Nos objectifs /



Justice
environnementale



Industries
extractives



Défenseurs des
droits de l'homme



Peuples
autochtones



Paix et conflits



Libertés de réunion
et d'expression



Groupes
marginalisés

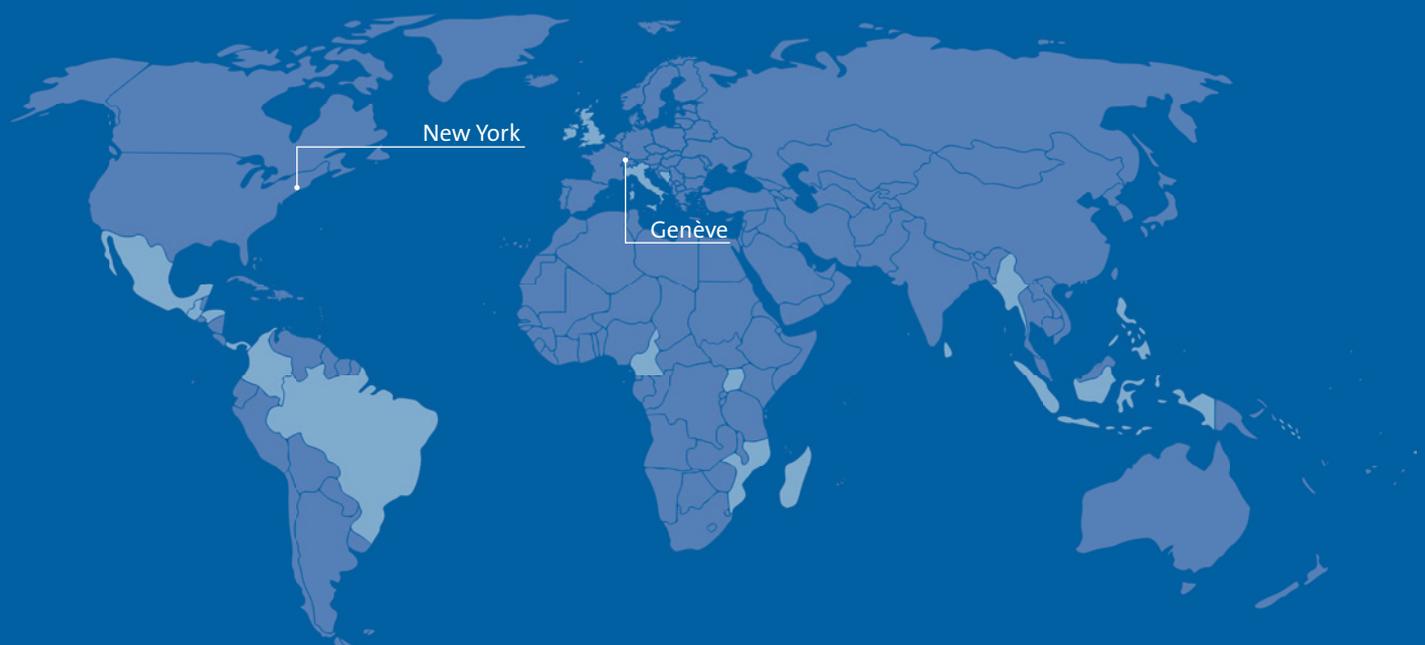


Migration et
délocalisation



Droit à l'eau et à
l'assainissement

/ Où nous travaillons /



SOMOS COMUNIDAD

LIBERTAD

LA HONDA

Inclusión

Equidad

cultura

M...

Dignidad



La Honda



/ A propos de Franciscans International /

Franciscans International est une organisation non gouvernementale ayant statut consultatif général auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies. Au cœur de notre mission se trouve la croyance en la dignité de tout personne, qui se concrétise dans notre engagement à protéger et à préserver les droits humains et l'environnement.

Depuis notre création en 1989, nous plaidons aux côtés des Franciscains et en leur nom pour prévenir, dénoncer et remédier aux violations des droits humains grâce à une utilisation stratégique des processus et mécanismes des Nations Unies. Nous le faisons en portant à l'attention des décideurs internationaux, des cas de discrimination et de violence commis contre des individus et des groupes marginalisés, et en influençant en conséquence les processus décisionnaires et règlementaires de l'ONU sur diverses questions et dans différents pays.

S'inspirant de leur spiritualité et de leurs valeurs fondées sur la simplicité, la fraternité, la paix et la protection de la création, les Franciscains vivent et travaillent souvent avec des groupes et des individus défavorisés, gagnant ainsi leur confiance et étant au plus proche de leurs préoccupations. Ce faisant, de nombreux Franciscains sont des défenseurs des droits de l'homme, et FI sert de porte-parole aux Nations Unies.

Avec des bureaux à Genève et à New York, FI opère avec le soutien de la Conférence de la Famille Franciscaine (CFF), qui représente les différentes branches de la Famille Franciscaine. Les Ministres Généraux de l'Ordre des Frères Mineurs (OFM), des Conventuels (OFMConv), des Capucins (OFMCap), du Troisième Ordre Régulier (TOR), de l'Ordre Franciscain Séculier (OFS) et le Président de la Conférence Franciscaine Internationale des Soeurs et des Frères du Troisième Ordre Régulier (IFC-TOR), ainsi que le Conseil d'Administration International qui comprend également un représentant de la Société Anglicane de Saint François, collaborent avec le personnel de FI afin de s'assurer que l'organisation soutienne et maintienne l'engagement de la Famille Franciscaine envers la justice et la paix dans le monde entier.

Une fresque murale dans le quartier de La Honda à Medellín (Colombie), où des frères franciscains soutiennent les communautés migrantes venues du Venezuela

/ Plaidoyer en 2024 /

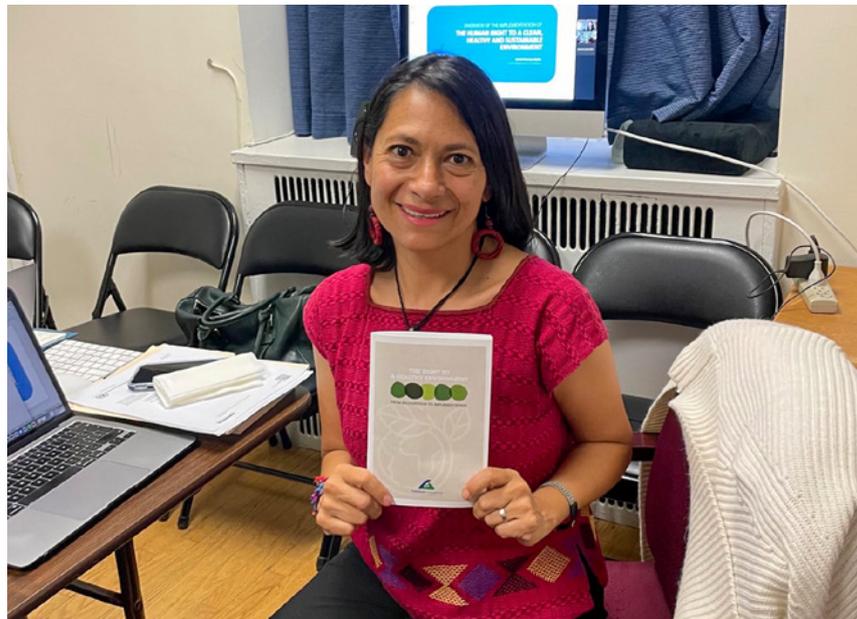
En 2024, Franciscans International a renforcé son travail avec ses partenaires franciscains à travers le monde pour faire entendre les voix des communautés touchées par les violations des droits humains aux Nations Unies (ONU). Bien que chaque contexte soit unique, les défis en matière de droits humains auxquels font face les personnes que servent les sœurs et frères franciscains sont souvent liés à des problèmes mondiaux et interconnectés. En créant des ponts entre les communautés locales et le système de l'ONU, nous contribuons à trouver des solutions justes, collectives et fondées sur les droits. Dans une année marquée par des tensions géopolitiques croissantes, un recul démocratique et l'aggravation des impacts climatiques, nous sommes restés déterminés à promouvoir la responsabilité et à garantir que les voix des personnes marginalisées soient entendues par ceux qui détiennent le pouvoir.

Prendre soin de la Création

À travers le monde, les communautés déjà marginalisées sont parmi les plus durement touchées par la triple crise planétaire de la pollution, du changement climatique et de la perte de biodiversité – et leurs voix sont souvent les moins entendues dans les débats politiques mondiaux. En 2024, Franciscans International a continué à remonter les réalités quotidiennes, les meilleures pratiques et les appels à l'action des communautés locales aux Nations Unies. Nos déclarations et soumissions aux différents mécanismes de l'ONU ont mis en lumière des cas concrets provenant de nos partenaires, du Brésil et de l'Amérique centrale à Madagascar et aux Philippines. De même, les efforts collectifs à travers la société civile et les alliances fondées sur la foi ont renforcé les liens entre les droits humains et les questions environnementales en mettant en avant des témoignages concrets et des cas soulevés au niveau local.

Près de cinq décennies de lutte ont conduit à la reconnaissance mondiale, en 2021, du droit humain à un environnement sain, une victoire importante pour FI et les défenseurs de la justice environnementale. Aujourd'hui, nous nous concentrons sur la garantie que ce droit soit pleinement mis en œuvre et que ceux qui le violent soient tenus responsables. En septembre, nous avons lancé "Le Droit à un Environnement Sain : De la reconnaissance à la mise en œuvre", une nouvelle ressource destinée à aider les communautés locales affectées à mieux comprendre et surveiller la manière dont le droit à un environnement sain peut être atteint.

*Astrid Puentes, actuelle
Rapporteuse spéciale des Nations
Unies sur l'environnement, avec
la dernière publication de
Franciscans International*



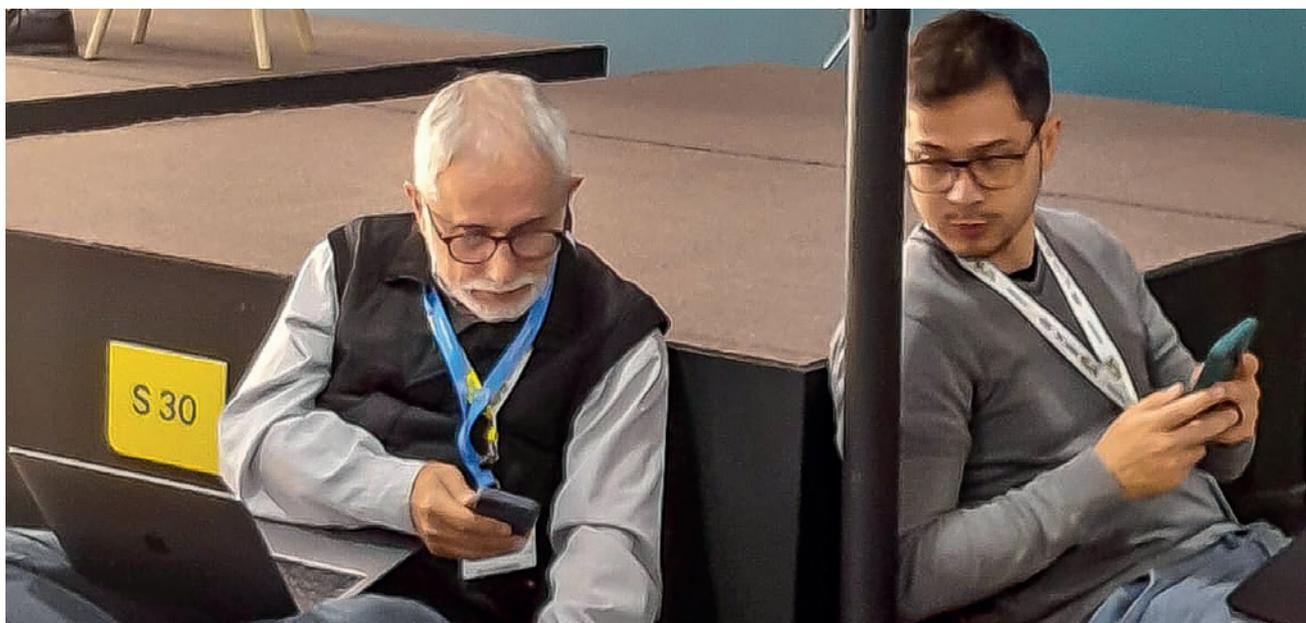
S'appuyant sur les expériences, les meilleures pratiques et les stratégies partagées par nos partenaires, travaillant au niveau local lors d'un atelier FI en 2023, cet outil pratique explore également les leçons apprises et propose des stratégies pour relever les défis liés à la promotion et à la défense de ce droit.

Avec d'autres organisations religieuses, FI a également pris les devants pour attirer l'attention sur la question des pertes et dommages non économiques dans les espaces des Nations Unies. Question politique relativement nouvelle, les pertes et dommages non économiques prennent en compte les impacts du changement climatique qui ne sont pas facilement quantifiables en termes économiques, mais qui sont néanmoins bien réels et préjudiciables aux droits humains et au bien-être, comme la perte de territoire, de patrimoine culturel, d'identité ou de langue. Grâce à des bases solides et de longue date dans les communautés touchées, les organisations religieuses sont particulièrement bien placées pour aborder la question des pertes et dommages non économiques et mettre en lumière des cas concrets, locaux, des impacts dévastateurs de ces pertes.

Une étude réalisée par le Forum interreligieux de Genève sur le changement climatique, l'environnement et les droits humains (GIF), que FI a coorganisé, a examiné ces expériences de première main pour offrir une compréhension plus complète. Nous avons présenté nos conclusions lors de deux événements parallèles durant différentes sessions de l'ONU, apportant ainsi une perspective des droits humains sur cette question. FI a également coorganisé un événement parallèle sur les pertes et dommages non économiques lors de la 56e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU dans le cadre de nos efforts pour intégrer cette question dans les débats plus larges de l'ONU sur le changement climatique.

Le plaidoyer en faveur d'une approche fondée sur les droits humains pour les pertes et dommages non économiques a également été une priorité pour la délégation de FI à la 29e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP29) en Azerbaïdjan, s'appuyant sur l'établissement du Fonds pour répondre aux pertes et dommages lors de la précédente COP28 à Dubaï. Nous avons coorganisé deux événements parallèles sur les moyens de protéger les droits des communautés affectées et de prendre en compte l'ensemble des dommages, au-delà des pertes matérielles et financières. Pour promouvoir davantage les soins apportés à notre Maison Commune, nous avons coorganisé le traditionnel Dialogue interreligieux Talanoa et organisé une série de discussions en ligne, les Franciscan Climate Talks. Dans le cadre de l'Appel à l'action interreligieux de la COP29, FI a souligné la nécessité d'une action climatique urgente, notamment en mettant fin progressivement aux énergies fossiles.

Frère Rodrigo Peret OFM et Igor Bastos du Mouvement Laudato Si' lors de la Conférence des Nations Unies sur le climat à Bakou



Entreprises, droits de l'homme et peuples autochtones

Les activités commerciales non régulées ont un impact de plus en plus négatif non seulement sur l'environnement, mais aussi sur le respect d'un large éventail de droits humains. Dans une économie mondiale où les opérations des entreprises dépassent régulièrement les frontières nationales, la responsabilité des violations des droits humains par les entreprises, demeure une préoccupation urgente. En 2024, Franciscans International a poursuivi son engagement auprès du groupe de travail intergouvernemental à composition ouverte (intergovernmental working group, IGWG) sur les sociétés transnationales et autres entreprises, en plaidant avec les coalitions de la société civile pour un traité solide et contraignant régissant les activités commerciales en vertu du droit international des droits humains.

Malgré les retards procéduraux et les tentatives d'intérêts commerciaux de s'approprier le processus, la dixième session du groupe de travail intergouvernemental en décembre a permis des avancées dans les négociations, avec une large reconnaissance de l'urgence d'adopter des normes internationales plus strictes pour régir le comportement des sociétés transnationales. Tout au long de l'année, FI a préparé cette session à travers plusieurs déclarations lors de débats pertinents à l'ONU, en participant à la réunion intersession du IGWG, et en organisant des événements parallèles, notamment lors de la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Pendant l'IGWG lui-même, nous avons mené et rejoint des interventions soulignant l'importance de prévenir les dommages environnementaux et les violations des droits humains, d'assurer une responsabilité légale solide et de protéger les droits des individus et des communautés affectées.

Le plaidoyer de FI en faveur d'une plus grande responsabilité des entreprises, à travers l'IGWG et d'autres mécanismes de l'ONU est guidé par le travail des partenaires locaux, qui identifient les problèmes de droits humains affectant les communautés



locales et documentent les violations et les abus. Dans certains cas, cela consiste à sensibiliser l'opinion publique sur des situations en cours. Par exemple, lors du Conseil des droits de l'homme en septembre, nous avons mis en lumière différentes manières dont l'exploitation du gaz naturel liquéfié continue de délocaliser les communautés et d'alimenter une crise des droits humains dans le nord du Mozambique. Dans d'autres situations, les Franciscains se tiennent aux côtés des communautés qui cherchent justice et réparations pour les violations passées. Ce fut le cas en avril, lorsque nous avons accueilli un Frère Mineur du Brésil pour partager des témoignages avec les Rapporteurs Spéciaux sur les droits à la santé, à un environnement sain et aux déchets toxiques, en lien avec les impacts dévastateurs causés par l'effondrement du barrage de Fundão en 2015 à Mariana, Minas Gerais.

Les Peuples Autochtones sont particulièrement vulnérables à ces violations des droits humains et aux conséquences de l'impunité des entreprises. Leurs droits à posséder, utiliser et contrôler leurs terres ancestrales sont fréquemment violés à cause des activités agricoles extractives, à grande échelle, et, de plus en plus, des projets d'énergie verte. À travers des rapports soumis aux organes des traités de l'ONU et aux procédures spéciales, FI a appelé à une plus grande responsabilité du gouvernement indonésien concernant le projet stratégique national de Merauke en Papouasie Occidentale, qui a exproprié les terres traditionnelles des Papous autochtones pour le développement de cultures de canne à sucre, de riz et d'autres industries. Nous avons également accueilli des partenaires du Guatemala lors des sessions du Conseil des Droits de l'Homme pour soulever les questions de délocalisation forcée des communautés autochtones et de l'utilisation non consentie et de la contamination des eaux, ainsi que de la dégradation environnementale de leurs terres en raison des opérations minières.

Lors de la 23ème session du Forum Permanent des Nations Unies sur les Questions Autochtones, les témoignages directs de violations des droits humains par les



Participant autochtone lors d'un événement parallèle au sein du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII)

entreprises ont été un thème récurrent. FI, en tant que membre du Groupe de travail sur l'extraction minière, a soutenu des espaces – comme un dialogue au petit-déjeuner et une « Conversation Nord-Sud » – permettant aux participants autochtones de partager comment leurs terres et leurs moyens de subsistance sont menacés par les activités commerciales et le changement climatique. En collaboration avec l'US Treaty Alliance et le Mining Working Group, FI a également organisé des événements parallèles pour discuter des stratégies visant à renforcer l'action collective en faveur d'instruments de responsabilité plus solides et à soutenir l'autodétermination des jeunes représentants autochtones.

Dignité humaine et fin de l'impunité

Les Franciscains à travers le monde accompagnent des individus et des communautés dont les droits fondamentaux sont niés et dont la dignité est menacée. Un pilier central du travail de Franciscans International est le plaidoyer auprès des mécanismes de l'ONU pour mettre fin à l'impunité et garantir la responsabilité lorsque des violations des droits humains surviennent. Cela peut se traduire par l'assurance que les lois et protections existantes sont opérationnalisées et mises en œuvre. Par exemple, en Ouganda, FI a écouté les préoccupations de ses partenaires concernant le manque d'application des dispositions légales contre la traite des êtres humains et le mariage des enfants, ainsi que le recul du gouvernement en matière de protection des droits des enfants. S'appuyant sur un plaidoyer collectif passé, FI a formulé des interventions auprès de l'ONU sur ces questions et d'autres enjeux associés. Nous avons été satisfaits que le Comité des droits de l'enfant ait demandé un suivi sur plusieurs mesures visant à protéger les droits des femmes et des filles.

Dans d'autres régions, FI s'est concentrée sur l'obtention de responsabilité pour les violations passées des droits humains, tout en identifiant les attaques en cours contre la dignité humaine. Nous avons continué à attirer l'attention du Conseil des Droits de l'Homme sur l'impunité persistante concernant les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées et les enlèvements aux Philippines. Ces violations se poursuivent malgré l'intention déclarée du gouvernement actuel de mettre fin à la soi-disant "guerre contre la drogue", au cours de laquelle plus de

La délégation franciscaine à la Commission de la condition de la femme devant le siège de l'ONU à New York





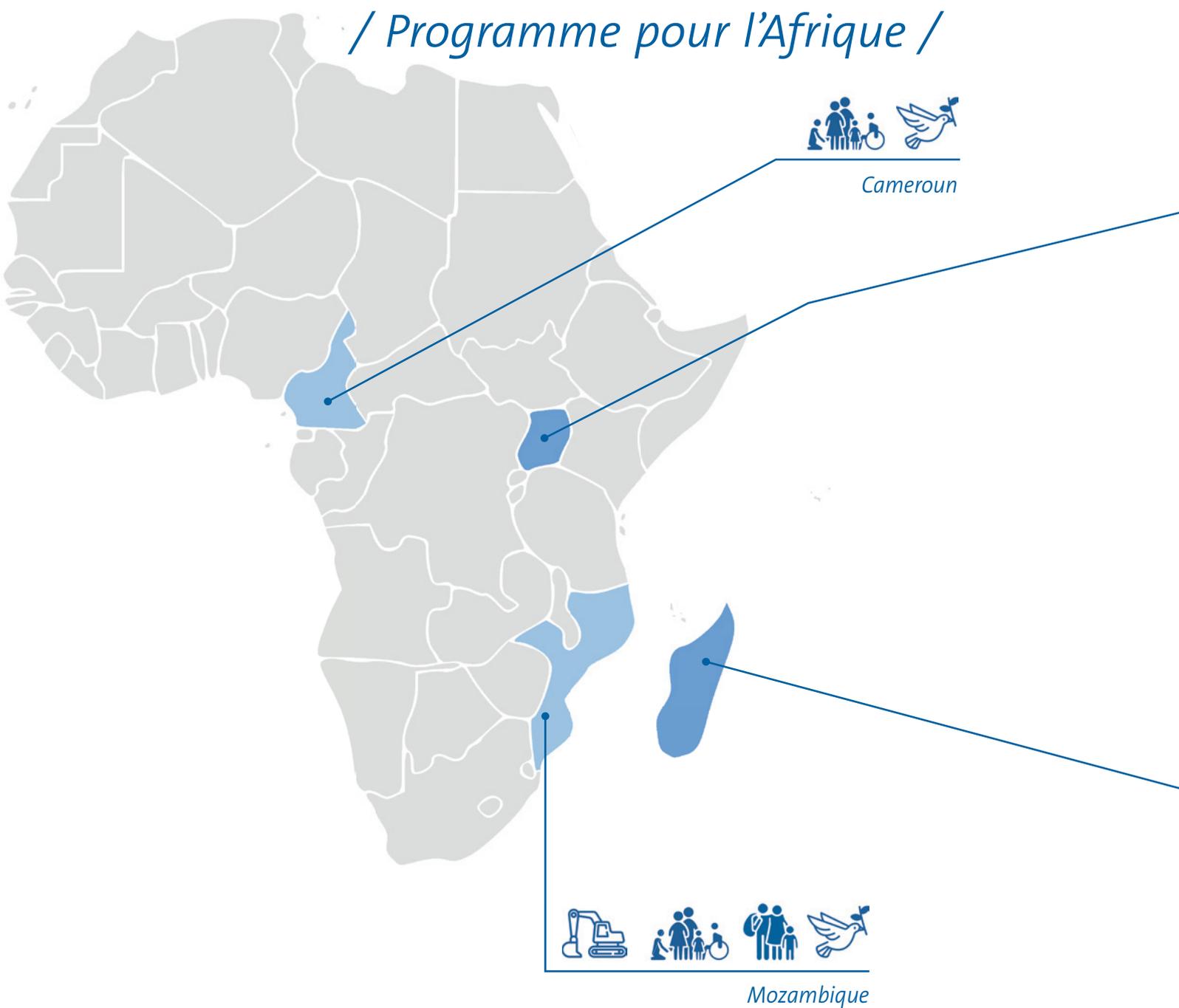
Un représentant local de la société civile fait une présentation lors d'un atelier de Franciscans International à Kampala, Ouganda

30 000 personnes, principalement issues des communautés pauvres, ont été tuées. FI a appelé à une évaluation indépendante du Programme conjoint des Nations Unies pour les Droits Humains à la fin de celui-ci et a rejoint d'autres organisations pour exprimer ses inquiétudes concernant le manque de crédibilité du mécanisme de suivi créé par le gouvernement.

Les Franciscains ont une longue histoire de plaidoyer pour les droits humains des migrants et d'autres personnes fuyant la pauvreté, l'insécurité, la persécution ou les changements climatiques. FI œuvre pour s'assurer que les organes de l'ONU entendent les expériences des personnes qui ont dû quitter leur foyer – qui font face à des politiques, pratiques et attitudes hostiles – et qu'ils agissent en conséquence. Nous avons facilité des témoignages directs du Royaume-Uni sur les impacts de lois comme le Safety of Rwanda Act, qui permet l'expulsion pendant le traitement des demandes d'asile, en violation du droit national et international. Conscients que la question de la migration en Europe est bien plus vaste, nous avons rejoint les efforts franciscains au niveau régional et participé à la planification stratégique du nouveau Réseau Franciscain Méditerranéen lors d'un atelier au Maroc.

FI a également poursuivi sa collaboration étroite avec le Réseau Franciscain pour les Migrants (RFM) en Amérique pour renforcer les capacités de plaidoyer et attirer l'attention des Nations Unies sur la situation des migrants dans la région, qui sont contraints par des politiques punitives et des mécanismes de protection institutionnelle insuffisants, à entreprendre des trajets de plus en plus dangereux. En nous appuyant sur les informations collectées grâce aux refuges pour migrants du RFM, nous avons appelé à une analyse de l'orientation continue du Mexique vers la militarisation et la criminalisation dans ses politiques migratoires, un cas emblématique des tendances plus larges observées sur le continent. Dans le cadre du renforcement continu du réseau, nous avons fourni un soutien documentaire à leur équipe en Colombie et facilité une formation en ligne pour toutes les équipes nationales du RFM sur le processus Cartagena +40 lorsque le RFM a jugé stratégique de contribuer à ce processus visant à renforcer la protection globale des personnes délocalisées de force en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

/ Programme pour l'Afrique /



Programme pour l'Afrique en bref

- Soutien apporté à 10 groupes locaux dans 4 pays différents.
- Accueil de 2 partenaires en provenance de Madagascar.
- Organisation de 2 missions de renforcement des capacités à Madagascar et en Ouganda
- Proposition de 3 déclarations lors des sessions pertinentes de l'ONU.
- Soumission de 3 rapports à l'ONU, dont sur la migration induite par le climat à Madagascar, les droits des enfants en Ouganda et sur les graves violations des droits humains au Cameroun.
- Publication d'un document de plaidoyer pour résumer nos appels lors de l'EPU de Madagascar.



Ouganda



Bien qu'il existe des garanties légales et constitutionnelles pour protéger les droits des femmes et des filles, bon nombre de ces dispositions restent mal mises en œuvre ou appliquées. Les structures patriarcales enracinées, les pratiques traditionnelles nuisibles et la pauvreté extrême contribuent à exposer les femmes à toute une gamme de violations des droits humains, y compris les mutilations génitales féminines, les mariages précoces forcés et la traite des êtres humains. En raison des structures gouvernementales faibles, il revient souvent à la société civile de soutenir les victimes.

Depuis 2021, les Franciscains en Ouganda ont décidé de renforcer leur travail local en soulevant ces problématiques aux Nations Unies pour contraindre leur gouvernement à agir. À la suite de plusieurs ateliers de renforcement des capacités organisés par FI, ils ont soumis des rapports à l'Examen Périodique Universel, au Comité des Droits de l'Homme et au Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes. En septembre, FI s'est rendu à Kampala pour faire le point sur les efforts de plaidoyer jusqu'à présent et préparer un rapport pour l'examen de l'Ouganda par le Comité des Droits de l'Enfant, en tant que canal supplémentaire pour partager des preuves et des recommandations politiques avec le gouvernement.



Madagascar

Les sécheresses prolongées et les famines qui en ont résulté dans le sud de Madagascar ont alimenté une vague de migration interne vers le nord, provoquant des tensions croissantes entre les communautés déplacées et les communautés d'accueil. Ce mouvement de population a mis en lumière de graves lacunes dans la réponse du gouvernement, tant en ce qui concerne les besoins immédiats des communautés, qu'en matière de traitement des causes environnementales sous-jacentes ayant exacerbé la crise. En mai, la Commission pour la Justice, la Paix et l'Intégrité de la Création des Franciscains séculiers a mené une série d'entretiens dans la région nord de Mahajanga pour mieux comprendre les défis à venir.

FI s'est rendu dans le pays peu après pour aider à relier ces résultats à de plus larges opportunités de mise en réseau et de plaidoyer, y compris l'Examen Périodique Universel (EPU) à venir à Madagascar. En novembre, nous avons accueilli deux jeunes Franciscains séculiers pour participer aux pré-sessions de l'EPU, prenant la parole lors du panel de la société civile. Ils ont également eu l'occasion de rencontrer plusieurs missions permanentes à Genève pour détailler les recommandations qu'ils avaient formulées auprès de leur gouvernement, concernant la migration induite par le climat, la protection de l'environnement et la pauvreté extrême.



Ouganda
Sœur Leonie Kindiki LSOF participe à une réunion préparatoire avant l'examen de l'Ouganda par la Commission des droits de l'enfant

Madagascar
Jeunes franciscains lors d'un atelier de renforcement des capacités à Antananarivo



Fabiola Todisoa OFS –

« Il était essentiel pour moi d'être là. »

Dans le Grand Sud de Madagascar, la crise climatique progresse lentement mais sûrement. Depuis des années, les communautés font face à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à une infrastructure insuffisante. Mais ces derniers temps, les effets du changement climatique – en particulier les sécheresses prolongées et les pluies de plus en plus imprévisibles – ont plongé de nombreuses familles dans des situations désespérées. Pour échapper à la faim, de plus en plus de personnes fuient vers le nord, augmentant ainsi la pression sur les communautés d'accueil et en alimentant les tensions.

« La migration interne est un sujet qui n'a pas encore été abordé lors de l'Examen Périodique Universel (EPU) de Madagascar », explique Fabiola Todisoa, jeune membre laïque de la Commission Justice, Paix et Intégrité de la Création (JPIC) de Madagascar. « Il est important d'en parler maintenant car de nombreux droits humains sont compromis par la destruction de l'environnement. »

Fabiola s'est rendue à Genève en décembre 2024 pour participer à la pré-session de l'EPU, un mécanisme des Nations Unies visant à examiner la situation des droits humains dans chaque pays selon un cycle régulier. Elle a été sélectionnée pour prendre la parole au sein du panel de la société civile et délivrer une déclaration officielle aux diplomates, soulignant les liens entre changement climatique, délocalisations de population et droit à un environnement sain.

« Beaucoup de personnes ont œuvré pour que je puisse m'exprimer devant l'ONU, et ces personnes me font confiance, donc cela peut être stressant », confie-t-elle. « Il était essentiel pour moi d'être là. »

Lors de son séjour à Genève, Fabiola a également rencontré des représentations diplomatiques et d'autres organisations de la société civile engagées sur des questions similaires. Ensemble, ils ont plaidé pour des recommandations concrètes auprès du gouvernement malgache, notamment l'élaboration d'une politique de migration interne, un renforcement de la protection des personnes déplacées et une gouvernance environnementale prenant en compte les besoins des communautés marginalisées.

Pour Fabiola, cette expérience a renforcé l'importance de la collaboration dans le travail de plaidoyer : « On ne peut pas agir seuls », affirme-t-elle. En regardant vers l'avenir, elle espère que le dialogue qu'elle a contribué à initier à Genève débouchera sur des changements concrets dans son pays. Une première étape a déjà été franchie : la migration interne a été évoquée pour la première fois comme une question de droits humains lors de l'EPU, et le gouvernement s'est engagé à travailler sur les recommandations afin de renforcer les politiques concernées et prendre les mesures nécessaires pour protéger les personnes délocalisées à l'intérieur du pays et faire face aux impacts du changement climatique.

Julio Gonzalez –

« *Nous sommes une démocratie de façade.* »

Dans les collines sèches du sud-est du Guatemala, la promesse de l'or n'a apporté que des conflits. Depuis près de deux décennies, la mine Cerro Blanco, détenue par une société canadienne, domine les communautés d'Asunción Mita, ses tunnels scarifiant la terre et menaçant des sources d'eau vitales.



Julio Gonzalez, membre de longue date du collectif environnemental Madre Selva, a soutenu les communautés locales dans leurs efforts pour défendre les ressources naturelles et récupérer leurs droits. « De nombreux travailleurs ont été physiquement affectés », se souvient-il. « Les gens ont perdu l'ouïe, ont subi des accidents, mais la mine ne s'est tout simplement pas occupée d'eux. »

Cerro Blanco était initialement prévu comme une mine souterraine, mais lorsque ce projet a échoué, un nouveau propriétaire a proposé de passer à une extraction à ciel ouvert sous la même licence. Ce projet minier menace de contaminer les frontières de l'eau du lac Güija et du fleuve Lempa au Salvador. « Ce n'est pas seulement un problème local », déclare Julio. « Le fleuve Lempa fournit de l'eau à 4 ou 5 millions de Salvadoriens. »

À travers Madre Selva, Julio a contribué à construire un dossier méticuleux, englobant tout, des recours juridiques au suivi indépendant de la qualité de l'eau, ainsi que des tests d'arsenic parmi les anciens travailleurs de la mine et des études d'impact sanitaire à long terme. « Une fois qu'une mine ferme, l'arsenic commence à apparaître dans l'eau potable, dans les puits, et dans les rivières », dit-il. « Cela ne disparaît pas. » Madre Selva a également documenté les défaillances systémiques dans la supervision minière au Guatemala. Malgré les exigences légales, les autorités ont permis aux entreprises d'éviter la consultation avec les communautés affectées. « En ce moment, le plus grand conflit social qui existe concerne les projets autorisés par l'État, où ces droits ont été violés », explique Julio.

La collaboration de Julio avec les Franciscains sur la mine Cerro Blanco et d'autres projets extractifs l'a amené à Genève en 2024. Lors du Conseil des droits de l'homme, il a pu dénoncer l'absence de consultation appropriée, les niveaux élevés de corruption, et les impacts des industries extractives sur l'environnement de son pays. « Nous sommes une démocratie de façade », a-t-il déclaré. « Le pouvoir n'est pas du côté des personnes les plus démunies. Il est avec les grandes entreprises transnationales. »

Malgré les menaces, la criminalisation et le sous-financement chronique, Madre Selva poursuit sa résistance. « J'apprécie l'opportunité de travailler avec les Franciscains, qui m'ont invité ici », a dit Julio. « Cela nous donne la chance de dire ce que nous avons à dire, de rendre visibles les arbitraires et les abus commis par les intérêts des entreprises. Nous espérons qu'au fur et à mesure, la crédibilité sera rétablie dans ces espaces internationaux. »

/ Programme pour les Amériques /



Mexico



Guatemala

L'exploitation minière a causé une grande variété de problèmes au Guatemala, allant de la contamination de l'eau à l'augmentation des tensions au sein des communautés avoisinantes. La corruption généralisée et une justice cooptée par des intérêts particuliers limitent sévèrement les voies nationales de responsabilité et permettent la criminalisation et le harcèlement des défenseurs des droits humains travaillant à la protection des terres et de l'environnement.

En mai, nous avons visité quatre communautés locales, toutes affectées par les opérations minières, et participé à un atelier franciscain pour les "Gardiens de la Maison Commune". Les informations de première main recueillies lors de cette mission ont constitué la base des interventions suivantes aux Nations Unies, tout au long de l'année. FI a également accueilli un représentant local au Conseil des Droits de l'Homme à Genève pour mettre en lumière les défis auxquels sont confrontés les peuples autochtones du Guatemala, qui ont été forcés d'accepter les industries extractives sur leurs terres traditionnelles sans leur consentement libre, préalable et éclairé.



Panama



Colombie

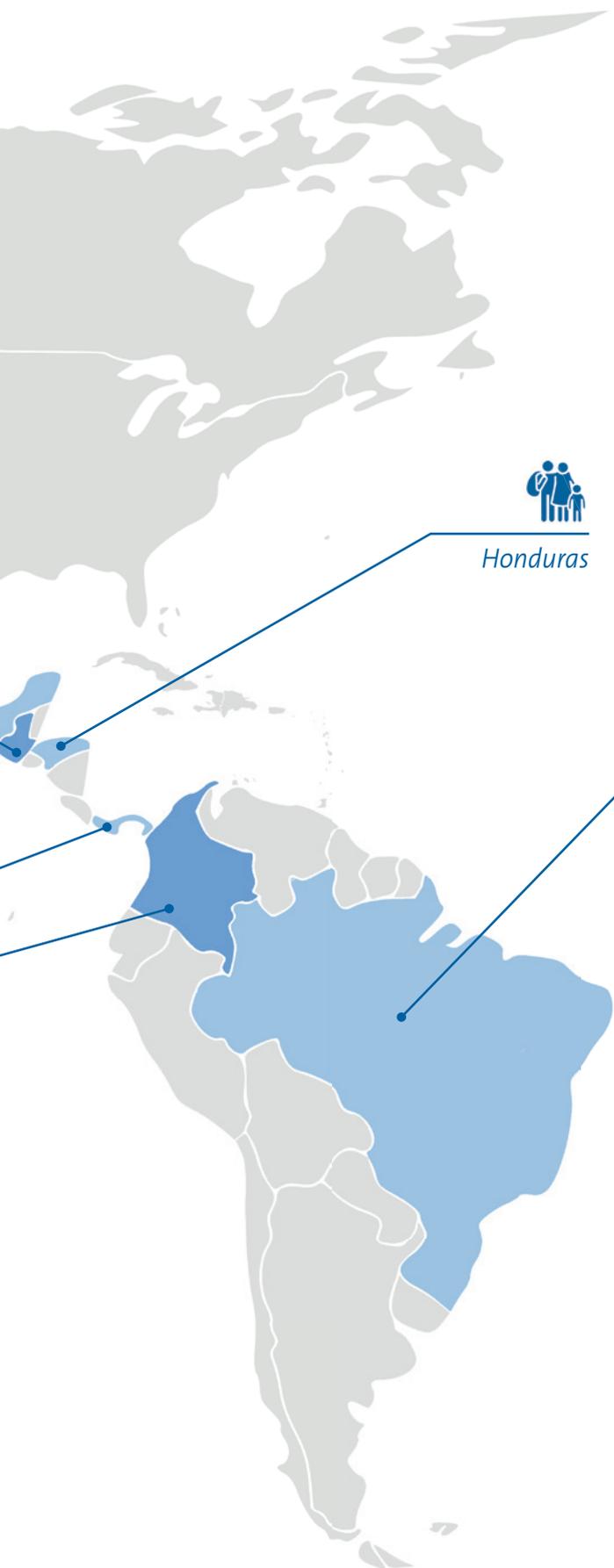
La Colombie accueille près de 3 millions de Vénézuéliens qui ont franchi la frontière pour fuir la situation économique désastreuse et la répression politique. Bien que le gouvernement ait délivré des permis de protection temporaires à la plupart de ces migrants, ils font encore face à une multitude de défis, notamment des obstacles à l'accès aux soins de santé, la discrimination et l'exploitation. En adoptant une "culture de la rencontre", les Franciscains leur offrent différents types de soutien, allant de l'accompagnement psycho-social à la construction et au renforcement des réseaux de solidarité et d'entraide.

S'appuyant sur ces connexions, le Réseau Franciscain pour les Migrants (RFM) a lancé un projet de recherche afin de mieux comprendre les défis spécifiques rencontrés par les migrants vénézuéliens. En août, nous avons rejoint les Franciscains à Armenia, Cali et Medellín pour participer à une série de discussions en groupes de réflexion. La publication sera finalisée et présentée par le RFM en 2025 aux groupes vénézuéliens et à d'autres parties prenantes, tant au niveau local qu'international.



Guatemala
Participants lors de l'atelier « Gardiens de notre maison commune » à San Juan Sacatepéquez

Colombie
Franciscans International participe à un groupe de discussion avec des migrants vénézuéliens à Armenia, Colombie



Honduras



Brésil

Programme des Amériques en bref

- Soutien apporté à 8 groupes locaux dans 6 pays différents et 1 groupe régional.
- Accueil de 3 partenaires à Genève en provenance du Brésil, du Guatemala et du Honduras.
- Organisation de 2 missions dans les pays, en Colombie et au Guatemala.
- Proposition de 2 rapports à l'ONU sur les droits des migrants au Brésil et au Mexique.
- Soumission de 6 déclarations lors des sessions pertinentes de l'ONU.
- Organisation de 3 événements parallèles sur la persécution des défenseurs des droits humains et des opérateurs de la justice au Guatemala, et sur l'Examen Périodique Universel du Mexique
- Animation d'un atelier en ligne sur le processus Cartagena +40 pour le Réseau Franciscain pour les Migrants.

/ Programme pour l'Asie-Pacifique /



Sri Lanka

Six ans après l'attaque terroriste du Dimanche de Pâques qui a fait 296 morts, les victimes survivantes attendent toujours justice. Malgré plusieurs enquêtes, des preuves de graves manquements de la part des principaux responsables politiques et des responsables de la sécurité ont été systématiquement ignorées ou écartées. Cette absence de responsabilité s'inscrit dans un climat général d'impunité au Sri Lanka, qui va des violations des droits humains commises pendant la guerre civile du pays à l'exploitation et aux abus des travailleurs des plantations de thé.

FI a à nouveau accueilli le Cardinal Malcolm Ranjith, Archevêque de Colombo, à Genève pour plaider en faveur d'une résolution du Conseil des Droits de l'Homme visant à promouvoir la réconciliation et la responsabilité au Sri Lanka. La résolution a finalement été adoptée et a prolongé le mandat du Sri Lanka Accountability Project, qui est chargé de documenter et de collecter des témoignages sur les graves violations des droits humains, y compris celles liées aux attaques du Dimanche de Pâques.

Le programme pour l'Asie-Pacifique en bref

- Soutien apporté à 24 groupes locaux dans 5 pays différents.
- Accueil de 5 partenaires à Genève en provenance d'Indonésie, des Philippines et du Sri Lanka.
- Soutien d'un partenaire pour améliorer sa maîtrise de l'anglais et un partenaire pour une formation en droits humains.
- Réalisation d'une mission dans le pays en Indonésie, incluant des visites stratégiques en Papouasie occidentale, à Jakarta et à Suva (Fidji).
- Proposition de 13 déclarations lors des sessions pertinentes de l'ONU.
- Soumission de 6 rapports à l'ONU sur la situation en Papouasie occidentale, aux îles Salomon et aux Philippines.
- Organisation d'un atelier en ligne pour les partenaires des îles Salomon afin de préparer l'Examen Périodique Universel du pays.
- Organisation de 2 événements parallèles sur les exécutions extrajudiciaires en Papouasie occidentale et aux Philippines.



Birmanie



Les Philippines



Indonésie

La crise des droits humains en Papouasie occidentale persiste sans relâche, avec des violations continues telles que des exécutions extrajudiciaires, des délocalisations internes dues au conflit armé, des restrictions sur les libertés civiles et, récemment, un nombre croissant de cas d'accaparement des terres pour développer des plantations de palmiers à huile et d'autres cultures monospécifiques. L'accès des organisations humanitaires, des journalistes et des observateurs internationaux reste restreint et les Franciscains, ainsi que d'autres groupes religieux, sont parmi les rares à pouvoir documenter la situation et fournir de l'aide aux personnes délocalisées par les conflits et les projets de développement.

FI a accueilli Frère Alexandro Rangga OFM à Genève pour mettre en lumière ces problèmes lors de l'examen de l'Indonésie par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU et le Comité des droits civils et politiques de l'ONU. Parallèlement, les Franciscains ont lancé de nouveaux efforts pour renforcer notre plaidoyer dans l'ensemble du Pacifique. Aux Fidji, nous avons rencontré des acteurs de la société civile et des groupes religieux comme première étape pour inciter les gouvernements de la région à soulever systématiquement les violations des droits humains en Papouasie occidentale lors des réunions bilatérales et des forums internationaux.



Sri Lanka
Father Everest Dias Anthonyiah
delivers a statement to the Human
Rights Council

Indonésie
Franciscans International rencontre Peter
Loy Chong, archevêque de Suva



Îles Salomon



José Rico OFM Cap – « Quand la nature est piétinée et exploitée, qui en souffre ? »

Surnommé « l'Amazonie des océans », le passage de l'île Verde est un lieu de biodiversité, à la fois au-dessus et sous les eaux. Pendant des générations, les communautés locales ont tiré leur subsistance des rivages, dépendant des stocks abondants de poissons et des touristes attirés par les plages préservées. Aujourd'hui, ce mode de vie est menacé : les autorités philippines envisagent une vaste expansion des infrastructures de gaz naturel liquéfié (GNL) dans la région. Bien que le gouvernement affirme que cela stimulera la croissance économique et permettra au pays de se détourner du charbon, les habitants de Santa Clara connaissent le vrai coût de ce développement.

Depuis qu'un terminal de GNL a été construit à la périphérie de cette petite communauté de pêcheurs, des navires-citernes transportant du carburant du Japon et des États du Golfe sont ancrés en permanence au large de ses côtes. Le fond marin a été dragué pour permettre l'accès à ces immenses navires, détruisant les zones de pêche. Malgré les assurances des autorités locales que les installations GNL sont sûres, les maladies pulmonaires ont explosé à Santa Clara.

« Quand la nature est piétinée et exploitée, qui en souffre ? Ce sont les pauvres. Ce sont les petits qui souffrent quand l'attention est portée aux grandes entreprises qui ne cherchent qu'à s'enrichir », déclare frère José Rico OFM Cap, une figure bien connue à Santa Clara. « Ils ont construit ces usines pour alimenter toute la région de Batangas, mais les gens qui vivent à côté n'ont pas accès à l'énergie. C'est un grand contraste, une contradiction. »

Alors que les Philippines ont adopté le GNL comme « carburant de transition », il n'existe aucun plan clair pour ce qui viendra ensuite. La société civile a comblé ce vide avec des projets d'installation de panneaux solaires sur 10 millions de toits. Les Franciscains et leurs alliés ont également commencé à exercer une pression internationale pour stopper le développement de nouvelles usines de GNL, en alertant l'ONU et en menant des actions auprès des actionnaires, ciblant les banques qui financent ces projets.

« Il y a encore de l'espoir que la responsabilité intervienne. Il existe encore des lieux préservés », affirme frère José. « Il y a des gens simples, avec un mode de vie simple, qui ne détruiront pas la beauté de cet endroit. Peut-être qu'à l'avenir, quand l'énergie GNL sera épuisée et que les énergies alternatives seront utilisées, cet endroit pourra servir de modèle. »

Abigail Martin – « Nous ne sommes pas le pire endroit au monde, mais c'est quand même mauvais. »

Après le référendum sur le Brexit et la promesse de « reprendre le contrôle », le Royaume-Uni s'est illustré en adoptant certaines des politiques migratoires les plus dures d'Europe. « C'était une politique du Parti Conservateur de rendre notre pays 'hostile aux réfugiés'. C'est incroyable qu'ils aient réellement utilisé ces mots, mais ils en étaient fiers », explique Abigail Martin, responsable du St Chad Sanctuary à Birmingham. « Ils ont essayé quelques réactions négatives et ont changé le nom. Mais depuis, la situation ne fait qu'empirer. »

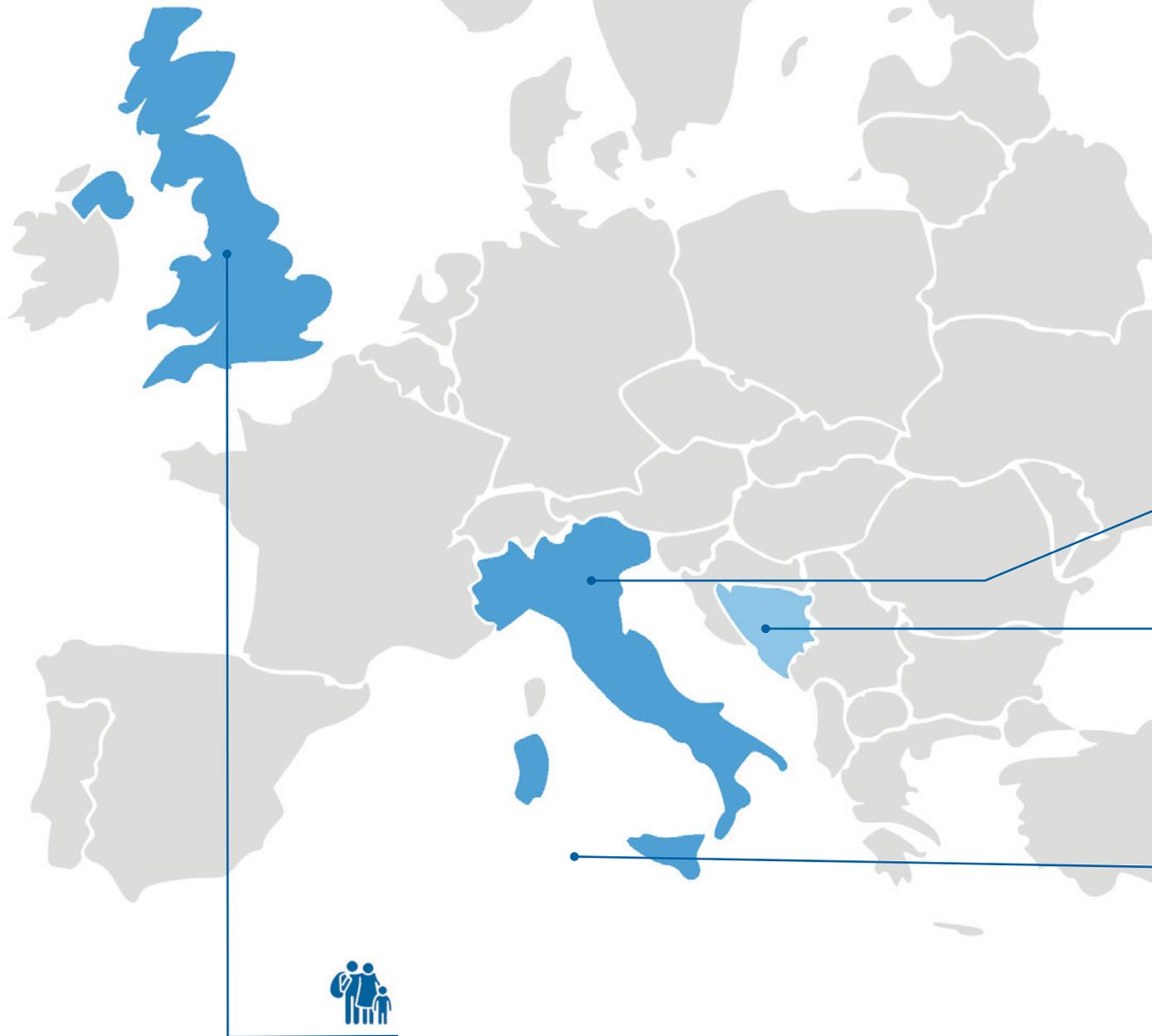


Les demandeurs d'asile au Royaume-Uni disposent de seulement neuf livres par jour pour vivre. Pendant que leurs dossiers sont traités, ils ne sont pas autorisés à travailler, à suivre des cours ou même à apprendre l'anglais. Bien qu'une décision finale sur les demandes d'asile dût être prise dans les six mois, le système d'immigration est devenu si dysfonctionnel que le gouvernement a tout simplement abandonné cet objectif, laissant les personnes dans l'incertitude pendant des années. Avec l'aide de six employés et une centaine de bénévoles – dont certains frères franciscains – Abigail a accueilli plus de 2000 migrants au St Chad's en 2024, en fournissant les nécessités de base, des cours d'anglais et des opportunités de bénévolat.

Les tentatives pour dissuader les migrants ont culminé avec le soi-disant plan Rwanda. Selon ce dispositif, les demandeurs d'asile seraient expulsés vers la petite nation d'Afrique de l'Est pendant que leurs dossiers étaient examinés. Bien que les vols d'expulsion aient été bloqués à plusieurs reprises, des vagues soudaines d'arrestations ont provoqué peur et chaos. Cette politique violait les traités internationaux et européens, ainsi qu'une décision de la Cour Suprême britannique, mais le gouvernement a persisté. Avec l'aide de Franciscans International, Abigail s'est tournée vers les Nations Unies pour dénoncer cette politique au Conseil des Droits de l'Homme.

« Nous essayons d'aider les gens, mais on se fait sans cesse repousser. On avait l'impression que le gouvernement nous écrasait, mais peut-être qu'il y a quelqu'un au-dessus d'eux qui écouterait », dit-elle. « Toute l'équipe de St Chad a été encouragée par l'idée que nous pourrions peut-être juste rappeler au monde que, même si nous ne sommes pas le pire endroit au monde, c'est quand même mauvais. »

/ Le programme pour l'Europe /



Royaume-Uni

Tout au long de l'année, FI a dénoncé plusieurs projets de loi proposés par le gouvernement britannique qui étaient en contradiction avec les lois nationales du pays et ses obligations internationales en matière de droits humains. La Legacy Act aurait entravé la responsabilité envers les victimes en Irlande du Nord en limitant les enquêtes et les poursuites futures concernant les décès survenus pendant la période de conflit communautaire connue sous le nom de "The Troubles". Parallèlement, la Migration Act et la Safety of Rwanda Act auraient permis l'expulsion des demandeurs d'asile vers l'Afrique de l'Est.

Face à l'indifférence des autorités au plaidoyer national, FI a invité Abigail Martin du St. Chad's Sanctuary à prendre la parole lors de la session du Conseil des Droits de l'Homme en juin. Forte de son expérience de terrain avec les migrants et réfugiés, elle a transmis le climat de peur que ces politiques avaient déjà instillé. Le nouveau gouvernement, élu en juillet, s'est engagé à abroger la Safety of Rwanda Act.

Le programme pour l'Europe en bref

- Soutien apporté à 6 groupes locaux dans 3 pays différents, ainsi qu'à 1 groupe régional.
- Accueil de 3 partenaires à Genève en provenance d'Italie, de Bosnie-Herzégovine et du Royaume-Uni.
- Réalisation de 2 missions dans les pays, en Italie et au Maroc.
- Présentation de 3 déclarations lors des sessions pertinentes de l'ONU.
- Soumission de 3 rapports à l'ONU en amont des Examens Périodiques Universels de l'Italie et de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que sur la question des migrants disparus en Méditerranée.



Italie

En avril, FI a organisé une consultation à Assise avec des représentants des Franciscains de différentes régions, afin de faire le point sur les questions de droits humains déjà abordées par les Franciscains, en Italie, à travers leurs ministères locaux et d'explorer comment ces efforts pourraient bénéficier d'un plaidoyer aux Nations Unies. Lors d'un atelier de deux jours, les participants ont identifié quatre domaines prioritaires : les droits des prisonniers, l'accès aux services publics de santé, la protection des forêts italiennes, et les droits des migrants.

À la suite de cet atelier, la famille franciscaine en Italie a collaboré étroitement avec FI pour consolider les informations partagées et élaborer des recommandations concrètes visant à relever les défis identifiés. Leurs conclusions ont ensuite été soumises en amont de l'Examen Périodique Universel (EPU) de l'Italie en 2025, un mécanisme par lequel les dossiers relatifs aux droits humains de tous les États membres de l'ONU sont régulièrement examinés. En novembre, FI a accueilli sœur Charity Nkandu SFMA à Genève pour participer aux pré-sessions de l'EPU et partager directement les recommandations franciscaines avec les diplomates et autres parties prenantes.



Bosnie-Herzégovine



Région méditerranéenne

Royaume Uni
Abigail Martin donne un cours au
Sanctuaire St Chad à Birmingham

Italie
Des sœurs et frères franciscains à Assise se
préparent pour l'Examen Périodique
Universel de l'Italie

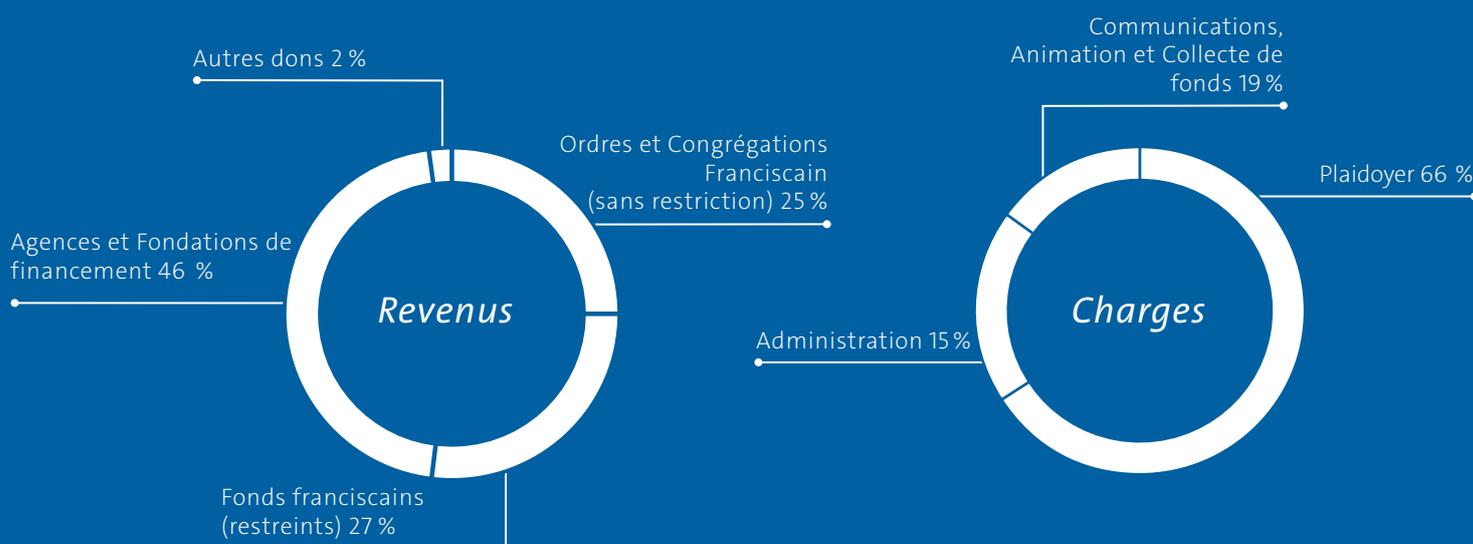
Rapport financier pour l'année 2024

Examiné par PricewaterhouseCoopers SA

<i>Revenus</i>	<i>1.311.577 CHF</i>
Ordres et Congrégations Franciscain (sans restriction)	323.862
Fonds franciscains (restreints)	349.591
Agences et Fondations de financement	609.655
Autres dons	28.469

<i>Charges</i>	<i>1.271.753 CHF</i>
Plaidoyer	834.296
Communications, Animation et Collecte de fonds	239.828
Administration	197.629

Total coûts non opérationnels et charges	46.318
--	--------



Aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement

Franciscans International dépend entièrement des dons des ordres et congrégations franciscaines, des agences et institutions de financement, des paroisses et des personnes sensibles aux valeurs franciscaines de solidarité, de paix, de justice sociale et de respect de l'environnement.

Faites la différence avec votre don et aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement.

Pour faire un don, vous pouvez :

- Aller sur www.franciscansinternational.org/donate
- Effectuer un virement bancaire :
Nom du titulaire du compte: Franciscans International
Adresse du titulaire du compte: Rue de Vermont 37–39, CH 1202 Genève
Nom de la banque: UBS SA

Adresse: Route de Florissant 59, CH 1206 Genève
SWIFT/BIC: UBSWCHZH80A
IBAN: CH69 0024 0240 3573 8401

- Si vous habitez aux Etats Unis, vous pouvez également envoyer un chèque libellé à l'ordre de :
Franciscans International
246 East 46th Street Apt. 1F
NY 10017-2937, New York
United States



Franciscans International est une organisation à but non lucratif enregistrée. Les dons sont déductibles des impôts en Suisse, aux États-Unis et en Allemagne. Pour plus d'informations sur la manière dont vous pouvez soutenir notre travail, veuillez contacter donations@franciscansinternational.org

Remerciements aux donateurs

Franciscans International tient à exprimer sa sincère gratitude aux ordres, provinces, et congrégations franciscaines et à tous les donateurs individuels pour leur précieux soutien à ce ministère commun.

Nous sommes également reconnaissants aux entités de financement suivantes pour leur généreux financement en 2024: Brot für die Welt (Allemagne), Dreikönigsaktion (Autriche), Fastenaktion (Suisse), Franciscan Missions (États-Unis), Franziskaner Helfen (Allemagne), Franziskaner Mission (Allemagne), Miseen Cara (Irlande), Misereor (Allemagne), Rose Marie Khoo Foundation (Singapour/Suisse), Sacred Heart Charitable Fund (Etats Unis) et Trócaire (Irlande).

Personnel

Blair Matheson TSSF

Directeur général

Budi Tjahjono

Directeur de plaidoyer international

Cédric Chatelanat

Responsable du développement
Institutionnel

Cynthia Bringollet

Associée en gestion de projets et en
communication

James Donegan OFMCap

Agent de liaison

Marya Farah

Représentant aux Nations Unies à
New York

Thomas Kleinveld

Chargé de communication

Lourdes Briones

Responsable financier

Gyan Kothari

Coordinateur du programme
Asie-Pacifique

Eunan McMullan OFM

Coordinateur du programme
Europe

Panuga Pulenthiran

Coordinateur du programme
Afrique

Olivia Solari Yrigoyen

Coordinateur du programme
Amériques

Marie Demmler

Stagiaire

Cristofer Fernández OFMConv

Stagiaire

Conseil d'administration international

Michael Perry OFM

Représentant de l'Ordre des Frères
Mineurs

Vicente Imhof OFMConv

Représentant de l'Ordre des
Frères Mineurs Conventuels

Benedict Ayodi OFMCap

Représentant de l'Ordre des
Frères Mineurs Capucins

José Eduardo Jazo Tarín TOR

Représentant du Troisième Ordre
Régulier de Saint François

Charity Lydia Katongo Nkandu SFMA

Représentant de la Conférence Franciscaine Internationale des Sœurs et
Frères du Troisième Ordre Régulier de Saint François

Carolyn D. Townes OFS

Représentant de l'Ordre
Franciscain Séculier

Christopher John SSF

Représentant de la Société de
Saint François

Blair Matheson TSSF

Directeur général de
Franciscans International
(ex-officio)

Notre vision

Une communauté internationale où la dignité de chacun est respectée, les ressources partagées équitablement, l'environnement protégé, et où les nations et les peuples vivent en paix.

Notre mission

En adoptant une approche basée sur les droits humains, Franciscans International plaide aux Nations Unies pour la protection de la dignité humaine et la justice environnementale.



Franciscans International
A voice at the United Nations

Genève

37–39 Rue de Vermont, boîte postale 104, CH-1211 Genève 20, Suisse
+41 22 779 40 10 / geneva@franciscansinternational.org

New York

246 East 46th Street Apt. 1F, New York, NY 10017-2927, États-Unis
+1 (917) 675 10 70 / newyork@franciscansinternational.org

www.franciscansinternational.org

